

Mission de solidarité et d'appui à la mise en place de la « Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral » en République de Guinée-Bissau

Bissau, du 7 au 18 avril 2014



Rapport

Sommaire

- Introduction
- Contexte
- Rappel des résultats attendus de la mission
- Activités menées durant la mission
- Conclusion et recommandations
- Annexes
 - Déclaration de soutien des femmes d’Afrique et du Monde
 - Déclaration préliminaire de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau»
 - Déclaration provisoire de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau» suite aux élections
 - Tableau des alertes enregistrées dans la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau»
 - Liste des membres de la délégation du GTFPS-AO
 - Album photo

I- Introduction

Sur la base de l'expérience réussie au Liberia, Sénégal, Sierra Leone, Mali, Togo, et plus récemment en Guinée, un dispositif de monitoring des élections présidentielle et législatives du 13 avril 2014 a été mis en place à l'initiative du Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'espace CEDEAO section Bissau (REPSFECO –GB) et de la Plate-forme Politique des Femmes de Guinée-Bissau (PPM-GB).

Conformément à sa mission et suivant son Plan de Travail annuel, le Groupe de Travail, Femme, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest (GTFPS-AO) a envoyé une délégation d'une dizaine de femmes de la sous-région pour une mission de solidarité et d'appui aux femmes de la Guinée Bissau.

Les participantes à la mission viennent du Benin, de la Guinée, du Mali, du Sénégal, du Togo et de Crisis Management Initiative (CMI), une organisation partenaire et membre du Groupe de Travail, Femmes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest basée en Finlande. L'organisation de la mission est coordonnée par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF). (Voir la liste des membres de la délégation en annexes).

La délégation a eu à appuyer la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau» d'organisations bissau-guinéennes pour un processus électoral inclusif, apaisé, sans violence et crédible ainsi que pour une participation des femmes au processus électoral.

II- Contexte

Depuis le coup d'Etat du 12 avril 2012, survenu entre les deux tours de la présidentielle, la Guinée-Bissau plongée dans une instabilité politique chronique, peine à sortir d'un régime de transition imposé par la communauté internationale.

Les élections présidentielles et législatives ont été reportées à deux reprises pour des raisons liées notamment au manque de moyens financiers et matériels pour leur organisation. Le pays subit en effet de plein fouet la suspension de l'aide de ses principaux partenaires étrangers depuis le coup d'état.

Après la mise en place de ces moyens financiers par la communauté africaine et internationale, il a fallu l'insistance de l'ONU pour que la nouvelle date des scrutins soit fixée et maintenue définitivement au 13 avril 2014.

III- Rappel des résultats attendus de la mission

De manière générale la mission de solidarité des femmes de l'Afrique de l'Ouest s'est engagée à accompagner les organisations Bissau guinéennes dans leur quête de stabilité pour leur pays.

De manière spécifique, la mission de solidarité devrait contribuer à l'atteinte des résultats suivants :

- ✓ Le leadership et la synergie d'action des organisations féminines en particulier celles impliquées dans la gestion de crises et d'alerte précoce durant le processus électoral;
- ✓ La collaboration avec les autorités et les autres parties prenantes au processus électoral dans le but d'asseoir la légitimité institutionnelle de la « case de veille pour l'accompagnement des élections » ;
- ✓ L'appui à la mise en place d'un système d'alerte précoce et de réponse rapide le jour du scrutin ;
- ✓ La contribution au recueil de l'information crédible, à l'analyse scientifique relevant de la matière électorale pour une bonne documentation et la capitalisation du processus électoral en Guinée-Bissau.

IV- Déroulement des activités de la mission

La délégation a participé aux activités suivantes :

4.1. La formation des moniteurs/trices et analystes

Du 07 au 12 Avril, l'Institut de Gorée a formé 200 M- observateurs et observatrices, 45 moniteurs et monitrices de la Violence, 25 analystes/statisticiens en M-Observation et 5 analystes en Monitoring de la violence. Des membres de la délégation du GTFPS ont eu à participer à cette formation.

4.2. Le lancement de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau»

Le lancement de la case de veille a été fait le 11 Avril 2014 sous la présidence de Mme la Ministre de la femme, de la famille et de la solidarité sociale. Au cours de la cérémonie de lancement, la porte-parole du Groupe de Travail Femmes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest, le Docteur Makale TRAORE, a lu la déclaration de soutien des femmes d'Afrique et du Monde. Elle a exhorté le peuple de Guinée Bissau à accomplir son devoir civique massivement dans la paix et la cohésion. La cérémonie a enregistré également les interventions de Docteur Silvina TAVARES, Vice-Présidente de PPM et Chef de Mission Adjointe de la Case de veille, de Mme Laetitia KAYISIRE, représentante d'ONU-FEMMES au nom du Système des Nations Unies en Guinée Bissau.

Une déclaration préliminaire de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau» a été faite par Docteur Cadi SEYDI, présidente du REMPSECAO-GB et Cheffe de Mission de la Case de Veille. Elle a fait une brève présentation des organisations composant la Case de veille et présenté les conclusions du monitoring du contexte préélectoral. Ces conclusions révèlent des motifs de satisfaction comme la réelle volonté d'aller aux élections, le civisme de l'ensemble de la population, l'esprit positif de la classe politique et l'implication effective et qualitative de la société civile. La «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau» a eu à déplorer le retard et la mauvaise gestion de la distribution des récépissés et cartes d'électeurs,

l'insuffisance de débats programmatiques des candidats, occultés par la frénésie festive caractérisée par la distribution de nourriture et de boissons, le temps insuffisant pour réaliser des actions d'éducation civique afin de sensibiliser la population et leur donner des informations nécessaires et adéquates.

La cérémonie de lancement de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau» s'est achevée par un cocktail suivi de la visite des trois chambres mises en place pour le travail de veille des élections du 13 avril 2014.

Une rencontre d'évaluation a été organisée dans l'après-midi entre la délégation des femmes de la sous-région, la partie nationale et l'institut de Gorée. Cette rencontre a permis d'évaluer la cérémonie de lancement et de réajuster le calendrier pour le reste des activités.

4.3. Répartition des tâches et organisation de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau»

Le samedi 12 Avril, une réunion pour discuter de l'interaction entre les femmes de la sous-région et la partie nationale afin de mieux capitaliser les expériences des unes et des autres. En introduction, un point sur les préparatifs pour le monitoring des élections et l'animation de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau» a été fait par la Cheffe de mission et son Adjointe. Il a été noté que les activités d'éducation civique et de sensibilisation de la population ont été menées, les formations des moniteurs de la violence et M-Moniteurs et monitrices effectuées, des dispositions prises pour l'obtention des accréditations pour les moniteurs et l'organisation d'un débat télévisé planifiée.

Quelques dysfonctionnements ont été signalés notamment l'absence de certaines personnes choisies pour être formées comme analystes, le retard dans la mise à disposition des accréditations.

Pour mener à bien le processus, assurer une visibilité de la case de veille et atteindre les résultats attendus, six (06) équipes de travail ont été mises en place. Il s'agit de :

- l'équipe logistique chargée de l'élaboration du plan de déploiement pour les visites des bureaux de vote et autres questions liées à la mise à disposition du matériel de travail ;
- l'équipe de prise de contact avec les autorités ;
- l'équipe de mobilisation devant sensibiliser toute la communauté et les responsables pour la visite de la Case de veille;
- l'équipe de rédaction de messages à passer durant le débat télévisé ;
- L'équipe de rapporteurs et des traducteurs
- L'équipe de communication

La case de veille a été ensuite organisée pour le monitoring des élections du lendemain. Trois (03) chambres ont été constituées :

- La chambre technique chargée de recevoir et de traiter des données transmises par les moniteurs et monitrices réparties dans les différents bureaux de vote
- La chambre d'analyse ayant en charge l'analyse des données, leur croisement avec des données d'autres dispositifs de monitoring et l'élaboration du rapport mettant l'accent sur les actions urgentes à mener
- La chambre de décision chargée du plaidoyer, des actions de médiation, du contact avec les autorités. Elle décide de l'action à mener après discussion en place. Les membres de la mission de solidarité font partie de cette chambre.

4.4. Visites aux autorités et principaux acteurs

Ces visites se sont déroulées en deux temps : Les visites avant le jour du scrutin et les visites après la tenue du scrutin.

- *Les visites avant la tenue du scrutin*

Deux visites ont été effectuées par la mission avant le déroulement du scrutin.

Le 12 Avril 2014, le Groupe de Travail Femme, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest, accompagné des responsables de la Case de Veille a été reçu par le Président de la Commission Nationale Electorale (CNE). Au cours de la rencontre, le GTFPS a été présenté ainsi que les objectifs de sa mission de solidarité en Guinée Bissau. Le président de la CNE a loué l'initiative et salué l'acte de solidarité envers les femmes de Guinée Bissau. Il a souhaité une synergie d'actions entre la Case de Veille des femmes et la CNE pour une meilleure gestion des alertes.

La rencontre avec le président de la CNE a permis de débloquer la situation et d'obtenir le complément des accréditations pour le monitoring des élections.

Le même jour, la délégation a rencontré le Chef de la Police d'Ordre Public (POP), chargé de la sécurisation des élections. Les échanges ont tourné autour des questions de maintien de l'ordre durant le processus électoral et les réponses rapides concernant les alertes, surtout celles relatives aux troubles à l'ordre public et au cas de violence.

Au cours de cette série de rencontre, la mission a obtenu de ces autorités la promesse d'une visite à la Case de Veille le jour des élections.

- *Les visites après le jour du scrutin*

a – Audience accordée par le Président de la transition

Le mardi 15 Avril, les membres de la délégation du GTFPS-AO, l'équipe de Gorée Institute, les représentants des Nations Unies (UNIOGBIS, UNOWA, ONU FEMMES) ont été reçus en audience par le Président de la transition Serifo Nhamadjo.

Un point sur les activités de la Case de Veille lui a été fait par la Cheffe de Mission de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau», le

Docteur Cadi SEYDI qui a exprimé la reconnaissance des femmes pour la visite effectuée par le Président à la Case de Veille le jour des élections.

La porte-parole de la délégation, Mme Diago NDIAYE a, à son tour, réitéré les remerciements des femmes au Président pour sa visite qui témoigne de l'intérêt et de l'importance qu'il accorde à la promotion de la femme et à l'égalité de genre. Elle a profité pour faire un plaidoyer pour que des mesures puissent être prises au niveau national pour une meilleure participation des femmes dans les instances de prise de décision.

Le président de la transition a présenté un bref aperçu de la situation de la Guinée Bissau qui connaît depuis 1995 une instabilité politique et sollicité la prière de tous pour que ces élections soient synonymes d'une réelle sortie de crise pour le pays. Il a également fait comprendre que les femmes Bissau Guinéennes étaient mieux représentées dans les instances de prise de décision et participaient à la gestion de la prise de décision avant la période du multipartisme en Guinée Bissau.

b- Rencontre avec l'Equipe pays des Nations Unies

Le mercredi 16 Avril, sur invitation de la Représentante de l'UNFPA et Coordinatrice du Groupe Thématique Genre, le GTFPS-AO et les OSC Bissau-Guinéennes ont eu une séance de travail avec des agences du système des Nations Unies (SNU). La Représentante de l'UNFPA était entourée du Coordonnateur Résident Adjoint du PNUD, de la représentante d'ONU-FEMMES et d'une représentante de la section Genre de UNIOGBIS.

La représentante de l'UNFPA a remercié les femmes pour la qualité de leur travail et les résultats obtenus. Elle a profité pour entamer la discussion sur les domaines dans lesquels les Nations Unies pourraient apporter leur appui aux organisations de femmes pour l'amélioration de la situation de la femme de Guinée-Bissau. Plusieurs suggestions ont été faites concernant l'amélioration du cadre juridique interne par l'internalisation des conventions internationales ratifiées, la promotion du leadership politique des femmes, leur autonomisation économique, leur protection dans le domaine de la santé en particulier la santé de la reproduction. Il a été retenu de réétudier avec les organisations Bissau guinéennes leur plan d'actions stratégiques afin de déterminer les domaines de coopération.

La représentante de l'UNFPA s'est engagée à accompagner les deux organisations et à faire le plaidoyer pour que les autres agences du SNU les appuient également dans le cadre de leur mandat respectif.

4.5. Débat télévisé sur la participation des femmes à la vie politique

Le samedi 12 Avril 2014, un débat a été animé sur la Télévision Nationale de Guinée Bissau autour de la participation de la femme à la vie politique et publique. Le débat a réuni le REMPSECAO, la PPM, le GTFPS et les Organisations de la Société civile Bissau Guinéenne

Ont été abordés au cours du débat les points suivants :

- Le principe et les objectifs de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau» par Docteurs Cadi SEYDI et Sylvina TAVARES

- La raison d’être des Cases de veille et l’expérience de la case de veille de la République de Guinée par Docteur Makale TRAORE
- L’expérience de la plate-forme des femmes pour les élections apaisées au Mali par Me Saran KEITA-DIAKHITE
- Le processus d’adoption de la loi sur la parité et ses acquis au Sénégal par Mme Diago NDIAYE
- Le rôle de la société civile Bissau-Guinéenne dans le processus électoral par M. Miguel de Barros, Coordonnateur de TININGUERA

En conclusion du débat, les participantes ont exhorté la population Bissau – Guinéenne à participer massivement au vote dans la paix et la sérénité et à accepter les résultats du vote pour instaurer la paix et amorcer le développement du pays. Une invitation a été lancée par la Chef de Mission à tous les citoyennes et citoyens pour une visite à la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau».

4.6. Animation de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau»

Plusieurs activités se sont déroulées dans les différentes chambres de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau» le jour du scrutin. Ces activités ont été coordonnées par la Cheffe de Mission de la Case de veille et son adjointe.

- Réception et Gestion des alertes

17 alertes ont été transmises à la salle d’analyse et de décision. Selon la nature de l’alerte, les responsables de la police, les Commissions Electorales Régionales, la Commission Electorale Nationale ont été contactés pour la gestion du problème soulevé. Un suivi est effectué pour vérifier le règlement du problème. Les alertes étaient relatives :

- à la non-conformité entre les listes électorales affichées et les listes d’émargement
- au retard de convoiement du matériel électoral dans certains bureaux de
- à l’insuffisance des bulletins de vote
- aux problèmes de cartes d’électeurs, certaines étant dépourvues de photo
- aux troubles d’ordre public

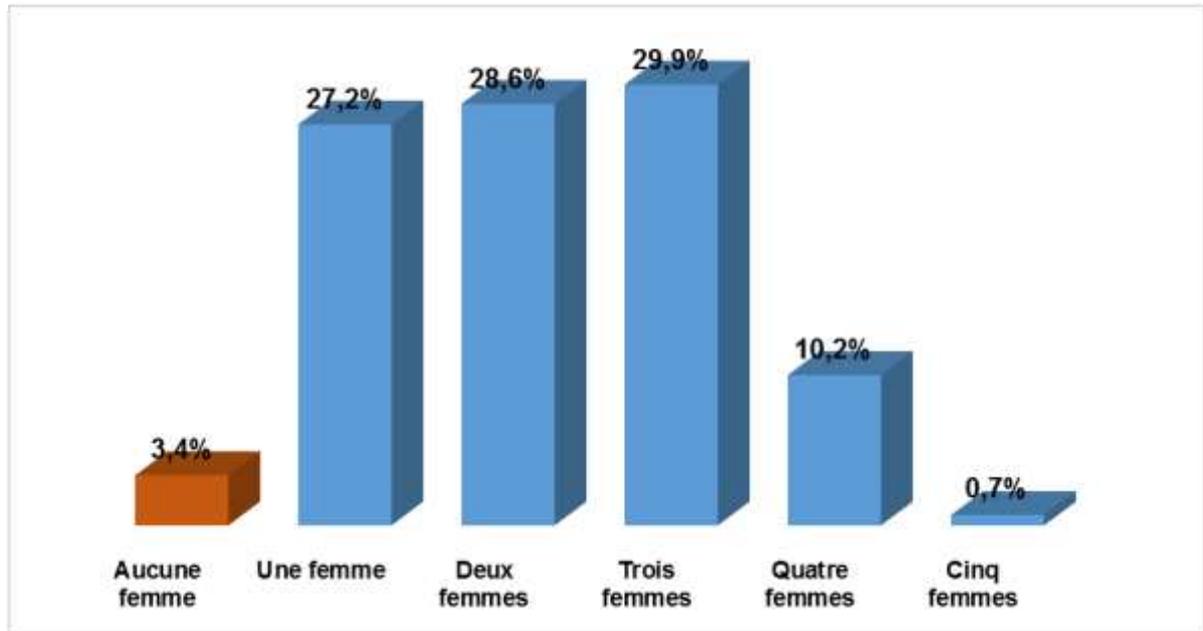
Toutes ces alertes ont eu des réponses grâce aux contacts avec les autorités compétentes et aux visites sur place d’une délégation de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau».

- Rapports sur les données et analyse politique

Le jour des élections, trois rapports statistiques ont été présentés par la chambre technique. Le premier rapport sur l’ouverture des bureaux de vote s’est intéressé à l’heure d’ouverture des bureaux de vote, à la présence des membres des bureaux de vote à l’ouverture, à la présence des femmes dans les bureaux de vote, au matériel du bureau de vote et à la vérification de l’état vide de l’urne avant le démarrage du scrutin. Il est à remarquer que

d'après les constats sur le terrain, sur un échantillonnage de 12% des bureaux de vote, les femmes étaient représentées dans plus de 95% des bureaux de vote.

Le graphique suivant montre la répartition des femmes dans les bureaux de vote visités par les M-moniteurs/monitrices.



Les deuxième et troisième rapports font état du déroulement des opérations de vote à mi-journée et à 14h. Ces rapports ont traité de la sécurité du bureau de vote, du déroulement et du taux de participation. La présence de la sécurité s'est améliorée en cours de journée, les procédures étaient pour la plupart respectées et le secret de vote était constaté à 100%.

Le dernier rapport sur la clôture des opérations de vote a été présenté le lendemain du scrutin, le 14 Avril. Il fait état d'un taux de participation estimé à 85,1%, taux jugé satisfaisant et démontrant l'adhésion de la population au processus électoral.

Ces différents rapports statistiques ont été par la suite analysés au niveau de la chambre d'analyse. Les conclusions de cette chambre ont été prises en compte dans la déclaration provisoire présentée après la tenue du scrutin, le 15 avril 2014.

- *Visiteurs à la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau»*



Le Président de la Transition, Serifo Nhamadjo, le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Guinée Bissau, José Ramos Horta, le Président de la Commission Electorale, la Ministre de la Femme, de la Famille et de la Solidarité Sociale, le Chef du bureau de l'analyse de renseignement de la mission de la CEDEAO en Guinée Bissau (ECOMIB), le commandant Ousmane SAKHO, la représentante d'ONU FEMMES, le chargé des questions électorales du PNUD, des staffs de UNIOGBIS, UNFPA, des candidats et candidates ainsi que des citoyens et citoyennes ont visité la case de veille.

Les visiteurs ont salué l'initiative de la case de veille et loué la solidarité des femmes de la CEDEAO. Tous les visiteurs ont eu à signer le pagnon de solidarité et le livre d'or de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau». Les personnalités ont pris des photos de groupe avec les personnes présentes dans la Case de Veille.

- *Visites des bureaux de vote*

Quatre équipes de la case de veille ont visité les bureaux de votes. Ces visites se sont limitées à la capitale BISSAU qui comprend six cercles électoraux. Selon leur constat, l'atmosphère était paisible, des dispositions (rang réservé ; bancs pour se reposer) ont été prises pour ménager les personnes âgées et favoriser le vote des personnes en situation de handicap. L'information sur les bulletins de vote était accessible aux personnes analphabètes. La majorité des représentants des partis politiques étaient présents dans les bureaux de vote visites. Le processus de vote était assez bien géré mais une lenteur a été constatée dans les bureaux tenus par les personnes âgées. Une forte participation des femmes a été notée dans l'après-midi, dans certaines circonscriptions électorales. L'implication des femmes dans le processus a été notée. Des femmes étaient les responsables/présidentes de certains bureaux de vote.

- *Echanges d'expériences*

Des échanges ont eu lieu les 13 et 14 Avril 2014. Elles ont porté sur :

- L'expérience de la case de veille de la Guinée,
- Les domaines d'intervention de Crisis Management Initiative
- Les Clubs d'éducation à la paix et à la citoyenneté; cas du Sénégal
- Les activités menées par les différentes organisations féminines
- Etc.

V- Rencontre des missions d'observations avec le Représentant Spécial du Secrétaire General des Nations Unies en Guinée-Bissau

Une séance de restitution des premières observations a été organisée le 14 avril 2014 par M. Ramos-Horta, Représentant Spécial du Secrétaire General des Nations Unies en Guinée Bissau. Cette rencontre a réuni l'ensemble des missions d'observations des élections présidentielle et législatives de la veille dont la Cheffe de Mission de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau» et la Porte-parole du GTFPS-AO.

Elle a permis de donner un premier aperçu de la Communauté internationale et des acteurs nationaux au lendemain du scrutin.

VI- Le point de presse

Un point de presse a été organisé le mardi 15 Avril par la Chef de Mission de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau» et son adjointe. Les observations, conclusions et recommandations provisoires de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau» ont été présentées aux medias en présence de plusieurs invité(e)s représentant les institutions de la République, des Organisations de la Société, des Agences des Nations Unies et d'autres partenaires techniques et financiers. La Chef de Mission de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau» et son adjointe ont profité de cette occasion pour remercier les membres de la délégation du GTFPS-AO et l'équipe de Gorée Institute. Des cadeaux symboliques ont été remis aux membres des deux délégations.

VII- Conclusions et recommandations

Une réunion d'évaluation a permis de dégager les conclusions suivantes et de formuler des recommandations.

- La mission a atteint les résultats escomptés malgré les difficultés liées au contexte national.
- La mission a bénéficié d'une bonne couverture médiatique grâce au partenariat actif avec la Télévision Nationale dont la Directrice est membre de la PPM et de REMPSECAO, structures organisatrices de la «Casa das Mulheres para o acompanhamento do Processo eleitoral na Guine Bissau».
- Les autorités nationales et les partenaires au développement ont manifesté leur intérêt pour la Case de Veille et la mission de solidarité des femmes de la sous-région.
- Les moniteurs et monitrices formé(e)s ont pu collecter des informations crédibles et fiables.

Les recommandations suivantes sont formulées par les membres de la délégation :

A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers de la Guinée Bissau

- Appuyer une réforme du code électoral de la Guinée Bissau incluant l'observation nationale des élections.
- Appuyer l'adoption de la loi sur la parité pour favoriser la participation des femmes à la vie publique et politique.
- Renforcer les capacités des organisations de femmes, notamment en leadership, networking et autres domaines pertinents.

A l'endroit du GTFPS-AO

- Mettre en place au niveau de chaque pays une équipe de formatrices pour appuyer la formation des observateurs/trices et la mise en place des plateformes de veille des femmes lors des différentes élections.
- Capitaliser les expériences des différentes plateformes de veille des élections.
- Définir des stratégies pour la pérennisation des plateformes de veille des femmes pour des élections apaisées, crédibles et transparentes.
- Dupliquer l'expérience des plateformes de veille des élections dans tous les pays de l'Afrique de l'Ouest.
- Encourager les voyages de partage d'expérience entre les pays de la sous-région.

VIII- Annexes

Annexe 1 : DECLARATION DES FEMMES D'AFRIQUE ET DU MONDE

**MADAME LE MINISTRE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE SOCIALE,
MADAME LA REPRESENTANTE D'ONUFEMME EN GUINEE BISSAU,
HONORABLES INVITES,
DISTINGUEES FEMMES DE GUINEE BISSAU.**

Nous femmes venues de plusieurs pays, sommes heureuses d'avoir pu faire le déplacement de Bissau pour accompagner nos sœurs dans le cadre de l'élection présidentielle et des législatives du 13 avril 2014 dans votre pays.

Cet événement mobilise les institutions internationales, les organisations de la société civiles, les amis de la Guinée Bissau, mais également les femmes de plusieurs pays d'Afrique et du monde.

Nous sommes là pour soutenir votre pays dans sa quête de stabilité, mais nous sommes surtout là pour manifester notre solidarité agissante aux femmes de Guinée Bissau. Nous sommes là pour vous soutenir dans votre tâche d'accompagnement du processus électoral.

A travers l'activité de la « **CASA DO OBSERVATORIO ELEITORAL** », vous accomplissez un acte de haute portée historique pour votre pays. Mes chères sœurs,

Seul votre engagement, et votre détermination seront vos atouts pour réussir cette noble et exaltante mission.

Nous les femmes, vos sœurs venues de la République du Mali, de la République du Sénégal, de la République du Togo, de la République de Guinée, de la République du Bénin, ..., seront toujours à vos côtés.

Nous sommes toutes, membres du Groupe de Travail Femmes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest. Ce Groupe est une plateforme régionale d'échanges, de coordination et d'harmonisation des actions des organisations de la société civile, des agences du système des Nations Unies et autres acteurs en faveur de la mise en œuvre des résolutions 1325 et suivantes du Conseil de Sécurité des Nations Unies en Afrique de l'Ouest.

Notre partenaire et membre Crisis Management Initiative, est représenté ici par Mme Gabrielle PRIKLOPILOVA.

La coordination du Groupe de Travail Femmes, Paix et Sécurité est assurée par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) basé à Dakar, représenté ici par Madame Agathe TELOU.

Les femmes Bissau guinéennes ont toujours marqué le cours de l'évolution de leur pays par leur bravoure, et voilà aujourd'hui, vous pouvez être fières de ce que vous faites, car plus que jamais, vous êtes en train de vous inscrire en lettres d'or dans les annales de l'histoire de votre beau pays.

Nous terminerons nos propos en exhortant le peuple de Guinée Bissau à voter massivement pour le candidat de leur choix dans les urnes, en vue de préserver la paix, la quiétude et la cohésion nationale, gage certain d'un développement durable de la République de Guinée Bissau.

**Vivent les femmes de Guinée Bissau !
Vive la République de Guinée Bissau !
Fait à Bissau, le 11 avril 2014
LES FEMMES D'AFRIQUE ET DU MONDE
Je vous remercie de votre attention.**

Annexe 2 : DÉCLARATION PRÉLIMINAIRE DE LA «CASA DAS MULHERES PARA O ACCOMPANHAMENTO DO PROCESSO ELEITORAL NA GUINE BISSAU»

PLATEFORME DE VEILLE ELECTORALE DES FEMMES DE LA GUINÉE BISSAU POUR LES ELECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET LEGISLATIVES DU 13 AVRIL 2014

I/ INTRODUCTION

a) Présentation de la Plateforme Électorale composée du Réseau Paix et Sécurité pour les femmes de l'espace CEDEAO (REMPSECAO) et de la Plateforme politique des femmes (PPM) pour le monitoring du processus électoral en Guinée Bissau

1. Le Réseau Paix et Sécurité pour les femmes de l'espace CEDEAO (REMPSECAO) a été créé en juillet 2009. Il travaille dans le domaine de la paix et la sécurité. Le réseau mène des actions de prévention, gestion et résolution des conflits, mais également travaille à la promotion de l'égalité du Genre, de la bonne gouvernance, la démocratie et les droits humains. L'antenne nationale du REMPSECAO/Guinée Bissau a été officiellement lancée le 03 décembre 2009. La dernière assemblée générale a été tenue le 06 septembre 2013 à l'issue laquelle, Docteur Cadi Seidi a été portée à la tête de l'antenne nationale. Rappelons que l'antenne régionale est basée à Abidjan.
2. La Plateforme politique des femmes de la Guinée Bissau a été créée et lancée en 2008 sur l'initiative d'un groupe de femmes. Elle compte aujourd'hui 25 ONG membres et 13 partis qui y ont des points focaux. Elle est présente dans les régions à travers des points focaux. Elle travaille essentiellement dans la sensibilisation, dans l'éducation civique et le plaidoyer pour la promotion de la parité Homme/Femme et également sur les questions gouvernance. L'assemblée constitutive et la légalisation ont eu lieu en juin 2013 et la présidence est assurée par Madame Avelina Semedo Djalo.
3. Ces 2 organisations ont mutualisé leurs efforts et se sont réellement impliquées dans le processus électoral. Elles sont en train de prendre plusieurs initiatives de veille électorale, ceci dans le but de mener des activités simultanées de médiation, de facilitation et d'intervention allant dans le sens d'apaiser le climat pré-électoral, électoral et post électoral. Ces activités de veille viennent compléter toutes les activités de sensibilisation et d'éducation civiques réalisées dans le cadre de ce processus électoral.
4. La Plateforme électorale informe l'ensemble des parties prenantes au processus électoral de l'installation de son Quartier Général (Case de Veille) à l'hôtel Coimbra, **du 11 au 17 avril 2014. Dr Cadi Seidi, coordonnatrice de l'antenne locale du REMPSECAO/GB** en est la Chef de Mission. **Silvina Tavares, Vice coordonnatrice de la PPM** est la Chef de Mission adjointe.
5. La plateforme électorale est organisée autour de deux actions :
 - ❖ M monitoring électoral et monitoring de la violence électorale pour une remontée des informations relatives au scrutin, à temps réel.

- ❖ La « Case de veille » dont l'objectif est d'arriver à corriger les dysfonctionnements qui se produisent sur le terrain, ceci dans les meilleurs délais, en saisissant les autorités et acteurs compétents.

Ces deux actions sont coordonnées par Madame M. LOPEZ, **Coordinatrice de la Case de Veille**

6. La Plateforme de veille électorale des femmes de Guinée Bissau, composée du REMPSECAO/GB et de la PPM rappelle que ses activités sont organisées autour de 2 grandes composantes : le m monitoring électorale et le monitoring de la violence électorale.
7. Grâce à l'appui technique et financier de ses partenaires, mène des activités importantes telles que la remontée des données électorales, l'opérationnalisation d'une salle de veille communément appelée « Case de veille » et le monitoring de la violence électorale.
8. La plateforme bénéficie de l'appui technique et financier du Système des Nations Unies en Guinée Bissau à travers le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix.
9. La plateforme bénéficie également de l'appui technique de l'Institut Gorée, Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture, organisation Panafricaine d'intérêt public basé au Sénégal, ayant plusieurs années d'expérience dans l'assistance électorale.

b) Dispositif déployé par la Plateforme de veille électorale

10. Le dispositif déployé par la Plateforme de veille électorale coordonnée par le Réseau Paix et Sécurité pour les femmes de l'espace CEDEAO et la Plateforme politique des femmes dans le cadre de l'observation des élections présidentielle et législatives en Guinée Bissau, se décline comme suit:
 - La Plateforme déploiera deux cent (200) m monitrices qui remonteront en temps réel toutes les données du scrutin qui seront visibles sur une plateforme technologique, spécialement conçue pour les scrutins.
 - La Plateforme déploiera également quarante-cinq (45) monitrices de la violence électorale, qui remonteront par sms en temps réel toutes les données ayant trait à la violence électorale qui seront visibles sur le site internet www.femmeguineebissaelections.org
11. Le jour du scrutin, la plateforme de veille électorale des femmes de Guinée Bissau, mettra en place trois (3) salles opérationnelles au niveau de son quartier général à l'hôtel Coimbra :
 - Une chambre des plateformes techniques qui regroupera les plateformes suivantes : m monitoring électorale et monitoring de la violence électorale ;

- Une chambre de coordination et d'analyse ;
- Une chambre de décision.

II/ Conclusions préliminaires suite à l'observation du contexte pré-électoral

a) Des motifs de satisfaction

12. Suite à l'observation du contexte pré-électoral, la Plateforme de veille électorale, se réjouit de :

- ❖ L'esprit positif de toute la classe politique ;
- ❖ L'implication effective du plus grand nombre des partenaires techniques et financiers pour la tenue de ces élections ;
- ❖ La réelle volonté d'aller aux élections, matérialisée par la convocation du corps électoral ;
- ❖ Le civisme de l'ensemble de la population, exprimé depuis le début effectif de la campagne électorale ;
- ❖ La volonté exprimée par les femmes, d'un engagement particulier pour ces élections
- ❖ L'accès égal de tous les candidats et/ou coalitions aux médias d'Etat ;
- ❖ L'implication effective et qualitative de la société civile qui a été à la base d'un **Code de conduite de la société civile**, ceci pour contribuer à pacifier le processus électoral et encourager l'engagement de toutes les parties prenantes en vue d'instaurer un climat de confiance, de solidarité et de sécurité.

b) Des dysfonctionnements constatés

13. Suite à l'observation de la situation pré-électorale, la plateforme électorale a relevé un certain nombre de dysfonctionnements:

- ❖ Le retard et la mauvaise gestion de la remise des récépissés et des cartes d'électeurs
- ❖ Le temps insuffisant pour réaliser des actions d'éducation civique afin de fournir les bonnes informations aux électeurs
- ❖ La tendance au non-respect de la distance devant séparer les sièges des candidats, tel que stipulé dans le Code électoral
- ❖ L'insuffisance de débats programmatiques, occultés par la frénésie festive caractérisée par la distribution de nourriture et de boissons.

III/ Recommandations

14. Face à cette situation, la Plateforme électorale, formule les recommandations suivantes :

A la Commission nationale des élections:

- D'œuvrer en faveur de l'instauration de relations de confiance avec tous les acteurs politiques ;
- De réunir les conditions d'élections transparentes, crédibles et acceptées de tous ;
- De veiller à la présence effective des membres des bureaux de vote avant le début et pendant le scrutin ;
- D'exercer effectivement les pouvoirs que la loi lui confère en matière de lutte contre les pratiques de fraude et de corruption électorales ;
- De veiller à la stricte neutralité de l'administration ;
- De veiller à la mise en place du matériel électoral 48 h au moins avant la date du scrutin. Ce qui permettra aux membres de la CNE d'assurer le contrôle de ce matériel et d'apporter les correctifs nécessaires éventuels avant la date du scrutin ;
- De créer les conditions lui permettant d'exercer les pouvoirs de sanction que lui confère la loi face aux éventuels manquements de toute autorité administrative ou de ses propres agents.

Aux partis politiques:

- De sensibiliser les électeurs, pendant les derniers meetings, pour l'adoption de comportements citoyens et responsables ;
- De contribuer à l'instauration d'un climat électoral apaisé par la sensibilisation ;
- De s'abstenir de tout propos pouvant entraîner des soulèvements populaires ;
- De solliciter les seules voies de recours légales en cas de velléités de contestation des résultats des scrutins ;
- De se mettre dans une logique d'acceptation des résultats des scrutins quel que soit le vainqueur.

Aux forces de sécurité:

- L'interdiction du port d'arme le jour du scrutin, fut-il un gourdin afin d'éviter tout acte pouvant envenimer le climat électoral.
- Le renforcement de la sécurité autour des bureaux de vote.
- La garantie d'une sécurité assurant un déroulement du scrutin et un contexte post électoral de paix et de stabilité

A la Commission Nationale de la Communication Sociale

- De veiller à la neutralité des médias et d'exercer avec rigueur sa mission principale, républicaine, indépendante d'organe de régulation des médias publics et privés en Guinée Bissau.

Aux médias

- De ne jamais se départir des principes d'éthique et de déontologie qui dirigent le métier de journaliste ;
- De s'abstenir de toute incitation à la haine et à la violence ;

- D'éviter la diffusion d'informations non vérifiées.

Aux organisations de la société civile

- De veiller à garder leur neutralité et leur indépendance, principaux gages de crédibilité ;
- De ne ménager aucun effort afin que le scrutin se déroule dans le calme et la sérénité.

Aux leaders d'opinion:

- De lancer un **ultime appel au calme, à la responsabilité, à l'acceptation des résultats et à la solidarité.**

Aux citoyennes et aux citoyens:

- De sortir massivement voter pour le candidat de leur choix
- De respecter les consignes et les appels au calme et à la solidarité.
- Aux femmes en particulier, de consolider leur engagement permanent pour l'instauration d'un dialogue politique fécond et de se mobiliser massivement pour aller voter de façon solidaire.

Recommandation générale :

La Plateforme électorale recommande le respect par tous les acteurs politiques nationaux et organisations internationales, africaines et sous régionales de l'expression populaire.

La Plateforme remercie l'ensemble des acteurs du processus électoral et les encourage dans l'approfondissement de ce processus électoral et de la démocratie Bissau guinéenne par le respect de la volonté populaire. Elle remercie tout particulièrement l'Institut Gorée qui lui a apporté la connaissance, les techniques et mais aussi son expérience pour ce qui concerne l'organisation et la gestion de la Case de Veille. La Plateforme remercie également le Système des Nations Unies qui l'a accompagnée depuis le début du processus électoral.

Fait à Bissau le 11 avril 2014

Annexe 3 : DÉCLARATION PROVISOIRE DE LA «CASA DAS MULHERES PARA O ACCOMPANHAMENTO DO PROCESSO ELEITORAL NA GUINE BISSAU» SUITE AUX ÉLECTIONS

PLATEFORME DE VEILLE ELECTORALE DES FEMMES DE LA GUINÉE BISSAU POUR LES ELECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET LEGISLATIVES DU 13 AVRIL 2014

I/ INTRODUCTION

c) Présentation de la Plateforme Électorale composée du Réseau Paix et Sécurité pour les femmes de l'espace CEDEAO (REMPSECAO/GB) et de la Plateforme politique des femmes (PPM/GB) pour le monitoring du processus électoral en Guinée Bissau

15. Le Réseau Paix et Sécurité pour les femmes de l'espace CEDEAO (REMPSECAO) a été créé en juillet 2009. Il travaille dans le domaine de la paix et la sécurité. Le réseau mène des actions de prévention, gestion et résolution des conflits, mais également travaille à la promotion de l'égalité du Genre, de la bonne gouvernance, la démocratie et les droits humains. L'antenne nationale du REMPSECAO/Guinée Bissau a été officiellement lancée le 03 décembre 2009. La dernière assemblée générale a été tenue le 06 septembre 2013 à l'issue laquelle, Docteur Cadi Seidi a été portée à la tête de l'antenne nationale. Rappelons que l'antenne régionale est basée à Abidjan.
16. La Plateforme politique des femmes de la Guinée Bissau a été créée et lancée en 2008 sur l'initiative d'un groupe de femmes. Elle compte aujourd'hui 26 ONG membres dont 13 partis qui y ont des points focaux. Elle est présente dans les régions à travers des points focaux. Elle travaille essentiellement dans la sensibilisation, dans l'éducation civique et le plaidoyer pour la promotion de la parité Homme/Femme et également sur les questions gouvernance. L'assemblée constituante et la légalisation ont eu lieu en juin 2013 et la présidence est assurée par Madame Avelina Semedo Djalo.
17. Ces 2 organisations ont mutualisé leurs efforts et se sont réellement impliquées dans le processus électoral. Elles sont en train de prendre plusieurs initiatives de veille électorale, ceci dans le but de mener des activités simultanées de médiation, de facilitation et d'intervention allant dans le sens d'apaiser le climat pré-électoral, électoral et post électoral. Ces activités de veille viennent compléter toutes les activités de sensibilisation et d'éducation civique réalisées dans le cadre de ce processus électoral.
18. La Plateforme électorale a installé son Quartier Général (Case de Veille) à l'hôtel Coimbra, **du 11 au 15 avril 2014. Docteur Cadi Seidi, coordonnatrice de l'antenne locale du REMPSECAO/GB** en est la Chef de Mission. **Docteur Silvina Tavares, Vice coordonnatrice de la PPM** est la Chef de Mission adjointe.
19. La plateforme électorale est organisée autour de deux actions :
 - ❖ Le M monitoring électoral et le monitoring de la violence électorale pour une remontée des informations relatives au scrutin, à temps réel.

- ❖ La « Case de veille » dont l'objectif est d'arriver à corriger les dysfonctionnements qui se produisent sur le terrain, ceci dans les meilleurs délais, en saisissant les autorités et acteurs compétents.

Ces deux actions sont coordonnées par Madame Manuala LOPEZ, **Coordinatrice de la Case de Veille.**

20. La Plateforme de veille électorale des femmes de Guinée Bissau, composée du REMPSECAO/GB et de la PPM/GB rappelle que ses activités étaient organisées autour de 2 grandes composantes : le monitoring électoral et le monitoring de la violence électorale.
21. Grâce à l'appui technique et financier de ses partenaires, la Plateforme a mené des activités importantes telles que la remontée, la collecte et le traitement des données électorales, l'opérationnalisation d'une salle de veille communément appelée « Case de veille » avec un système d'alerte précoce et de réponse rapide.
22. La plateforme a bénéficié de l'appui technique et financier du Système des Nations Unies en Guinée Bissau à travers le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix.
23. La plateforme a bénéficié également de l'appui technique de l'Institut Gorée, Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture, organisation Panafricaine d'intérêt public basée au Sénégal, ayant capitalisé plusieurs années d'expérience dans l'assistance électorale.

d) Dispositif déployé par la Plateforme de veille électorale

24. Le dispositif déployé par la Plateforme de veille électorale coordonnée par le Réseau Paix et Sécurité pour les femmes de l'espace CEDEAO et la Plateforme politique des femmes dans le cadre de l'observation des élections présidentielle et législatives en Guinée Bissau, se décline comme suit:
 - La Plateforme a déployé deux cent (200) monitrices choisis suivant un échantillon aléatoire et représentatif qui ont remonté en temps réel toutes les données du scrutin qui sont visibles sur une plateforme technologique, spécialement conçue pour les scrutins.
 - La Plateforme a déployé également quarante-cinq (45) monitrices de la violence électorale, qui ont remonté par téléphone mobile en temps réel toutes les données ayant trait à la violence électorale visible sur le site internet www.bissaueleicoes.org
25. Le jour du scrutin, la plateforme de veille électorale des femmes de Guinée Bissau, a mis en place trois (3) salles opérationnelles au niveau de son quartier général à l'hôtel Coimbra :

- Une chambre des plateformes techniques regroupant les systèmes de monitoring électoral et de monitoring de la violence électorale ;
- Une chambre de coordination et d'analyse pour la vérification et le traitement des données électorales ;
- Une chambre de décision pour l'alerte précoce des autorités électorales et la réponse rapide

II/ Conclusions préliminaires suite à l'observation du contexte pré-électoral

c) Du monitoring électoral

26. Suite à l'observation du contexte pré-électoral et électoral, la Plateforme de veille électorale, se réjouit de :

Durant la phase pré-électorale :

- ❖ L'esprit positif de toute la classe politique ;
- ❖ L'implication effective du plus grand nombre des partenaires techniques et financiers pour la tenue de ces élections ;
- ❖ La réelle volonté d'aller aux élections, matérialisée par la convocation du corps électoral ;
- ❖ Le civisme de l'ensemble de la population, exprimé depuis le début effectif de la campagne électorale ;
- ❖ La volonté exprimée par les femmes, d'un engagement particulier pour ces élections
- ❖ L'accès égal de tous les candidats et/ou coalitions aux médias d'Etat ;
- ❖ L'implication effective et qualitative de la société civile qui a été à la base d'un **Code de conduite de la société civile**, ceci pour contribuer à pacifier le processus électoral et encourager l'engagement de toutes les parties prenantes en vue d'instaurer un climat de confiance, de solidarité et de sécurité.

Durant le scrutin :

A l'ouverture

- Les moniteurs des élections déployés par la Case de Veille ont constaté que plus de 80% des bureaux de vote monitorés ont ouvert à 7h
- A l'ouverture des bureaux de vote, les moniteurs de la Case de Veille ont constaté que tous les membres des bureaux de vote étaient présents à l'ouverture des BV contre 5% de BV où tous les membres n'étaient pas présents.
- Sur les six (6) membres du bureau de vote, les moniteurs de la Case de Veille notent la présence d'au moins une femme dans plus de 95% bureaux ce qui traduit une participation effective des femmes au processus électoral
- A l'ouverture des BV, les moniteurs ont noté la présence des matériels du bureau de vote tels que : L'urne (100% des BV monitorés), l'isoloir (98,6%), la liste des électeurs (100%), les enveloppes (97%), l'encre indélébile (99%), le cachet (100%), les bulletins de vote (99%), les tables (98%), les chaises (98%), les lampes (97%), le PV de dépouillement (98%) et le code électoral (100%).

- Les moniteurs de la case de veille ont constaté que l'urne vide n'était pas montrée au public avant le début du vote dans 1,4% des BV visités.

Pendant le scrutin à 12 heures

- Les moniteurs de la case de veille ont constaté la présence des forces de l'ordre dans 79,9% des lieux de vote
- La liberté d'accès des électeurs aux lieux et bureau de vote est effective à 100%.
- On constate que la procédure est respectée par la quasi-totalité des bureaux de vote observés par les moniteurs de la case de veille : Présentation de la carte d'électeur au moins ; Conformité entre la carte d'électeur et la liste d'inscription ; Vérification de la tâche d'encre sur les doigts avant le vote ; le secret du vote et l'introduction du doigt dans l'encre

Pendant le scrutin à 14 heures

- L'évolution de la présence des forces de l'ordre sur les lieux de vote, passant ainsi de 79,9% à mi-journée, à 82,3% à 14 heures
- La liberté d'accès des électeurs aux lieux et bureau de vote est effective à 100% que ce soit à 11h et à 14h.
- Les informations sur la procédure de vote concernent : présentation de la carte d'électeur au moins ; conformité entre la carte d'électeur et la liste d'inscription ; vérification de la tâche d'encre sur les doigts avant le vote ; le secret du vote et l'introduction du doigt dans l'encre.
- Ces procédures sont respectées au cours de la journée car les mêmes tendances ont été observées à 11heure.
- Les données remontées par les moniteurs de la Case et traitées par la chambre technique de cette même Case font état d'un taux de participation global de 47,1% à 11h. Ce taux est passé à 63,6% à 14h

A la clôture du scrutin

- 90% des bureaux de vote observés par les moniteurs de la Case de Veille des Femmes pour le Monitoring des Elections Présidentielles et Législatives de 2014 ont fermé à 17h ce qui montre qu'à la fermeture des BV à 17h il n'y avait plus de file d'attente
- Lors du dépouillement, les moniteurs de la Case des Femmes pour le Monitoring des Elections Présidentielle et Législatives de 2014 ont relevé que le dépouillement s'est régulièrement déroulé sans incident dans 97,5% des bureaux de vote qu'ils ont observé
- Concernant le lieu du dépouillement, les moniteurs de la Case des Femmes pour le Monitoring des Elections Présidentielles et Législatives de 2014 ont constaté que le dépouillement s'est effectivement déroulé dans le bureau de vote pour l'ensemble des bureaux observés
- Après le dépouillement, l'enveloppe destinée à la CNE n'était pas scellée dans 1% des bureaux de vote monitorés.
- Les moniteurs de la Case des Femmes pour le Monitoring des Elections Présidentielle et Législatives de 2014 ont également constaté que pratiquement tous les représentants des candidats et partis politiques ont tous signé le PV de dépouillement sauf dans 1% des cas.

- Concernant la présence des représentants des candidats ou de partis politiques dans les bureaux de vote, il ressort que le PAIGC, le PRS, Paulo GOMES et Nuno GOMES NA BIAN ont plus envoyé de représentants dans les bureaux de vote soit respectivement 93,7%, 93%, 80% et 77,6%.
- Les données remontées par les moniteurs de la Case de veille et traitées par la chambre technique de cette même case font état d'un taux de participation global de 85,1%.
- A la fin du scrutin, les moniteurs de la Case des Femmes pour le Monitoring des Elections Présidentielle et Législatives de 2014 ont jugé que les opérations de vote se sont déroulées de manière satisfaisante à 61%. 37% des moniteurs électoraux ont jugé les opérations de vote assez satisfaisantes, ce qui nous amène à un niveau global de satisfaction à hauteur de 98%.

d) Des dysfonctionnements constatés

27. Suite à l'observation de la situation pré-électorale, la plateforme électorale a relevé un certain nombre de dysfonctionnements:

Durant le recensement et la campagne électorale

- ❖ Le retard et la mauvaise gestion de la remise des récépissés et des cartes d'électeurs
- ❖ Le temps insuffisant pour réaliser des actions d'éducation civique afin de fournir les bonnes informations aux électeurs
- ❖ La tendance au non-respect de la distance devant séparer les sièges des candidats, tel que stipulé dans le Code électoral
- ❖ L'insuffisance de débats programmatiques, occultés par la frénésie festive caractérisée par la distribution de nourriture, de boissons et d'argent.

Durant le scrutin

- ❖ Les couacs constatés dans l'identification des électeurs
- ❖ Certains citoyens électeurs n'ayant pas eu la possibilité de retrouver facilement leurs bureaux de vote
- ❖ Certaines listes affichées ne correspondant pas aux listes d'émargement dans les bureaux de votes
- ❖ Certains citoyens électeurs essuyant un refus catégorique de voter parce que n'ayant pas leur nom sur les listes d'émargement

En marge de ces dysfonctionnements mineurs, il est important de saluer la forte mobilisation citoyenne des femmes et des jeunes de même que l'esprit d'apaisement qui a caractérisé les deux scrutins.

III/ Recommandations

28. Face à cette situation, la Plateforme électorale, formule les recommandations suivantes :

A l'Etat

A l'issue du processus, de procéder à une politique nationale de réforme de l'Etat civil Bissau guinéen, dans une perspective de revue du fichier électoral

A la Commission nationale des élections:

- De continuer à œuvrer à l'instauration de relations de confiance avec tous les acteurs politiques ;
- De continuer à être neutre, impartiale et professionnelle dans le traitement des résultats issus des deux scrutins;
- De créer les conditions lui permettant d'exercer les pouvoirs de sanction que lui confère la loi face aux éventuels manquements de toute autorité administrative ou de ses propres agents ;
- De procéder à une revue du Code électoral dans une perspective d'améliorer les procédures de recours postélectorales mais également la qualité de ressource humaine devant être mobilisée dans le management des opérations de vote ;
- De s'inscrire dans un système de monitoring de médias effectifs de concert avec l'organe de régulation des médias ;

Aux partis politiques:

- De s'abstenir de tout propos pouvant entraîner des soulèvements populaires ;
- De solliciter les seules voies de recours légales en cas de velléités de contestation des résultats des scrutins ;
- De se mettre dans une logique d'acceptation des résultats des scrutins quel que soit le vainqueur.

Aux forces de sécurité:

- La garantie d'une sécurité assurant un contexte post électoral de paix et de stabilité

A la Commission Nationale de la Communication Sociale

- De veiller à la neutralité des médias et d'exercer avec rigueur sa mission principale, républicaine, indépendante d'organe de régulation des médias publics et privés en Guinée Bissau.
- De travailler à la mise en place effective d'un système de monitoring des médias.

Aux médias

- De ne jamais se départir des principes d'éthique et de déontologie qui dirigent le métier de journaliste ;
De s'abstenir de toute incitation à la haine et à la violence ;
- D'éviter la diffusion d'informations non vérifiées.

Aux organisations de la société civile

- De veiller à garder leur neutralité et leur indépendance, principaux gages de crédibilité ;
- De ne ménager aucun effort afin que le climat postélectoral demeure apaisé.

Aux leaders d'opinion:

- De lancer un **ultime appel au calme, à la responsabilité, à l'acceptation des résultats et à la solidarité.**

Aux citoyennes et aux citoyens:

- De respecter les consignes et les appels au calme et à la solidarité.
- Aux femmes en particulier, de consolider leur engagement permanent pour l'instauration d'un dialogue politique fécond et de se mobiliser massivement pour l'apaisement de la période postélectorale.

Recommandation générale :

La Plateforme électorale recommande le respect par tous les acteurs politiques nationaux et organisations internationales, africaines et sous régionales de l'expression populaire. Elle recommande à la communauté internationale de continuer à soutenir de la Guinée Bissau dans ses efforts de consolidation de la paix et de la démocratie.

La Plateforme remercie l'ensemble des acteurs du processus électoral et les encourage dans l'approfondissement de ce processus électoral et de la démocratie Bissau guinéenne par le respect de la volonté populaire. Elle exprime toute sa gratitude à l'Etat à travers le ministère de la Femme, de la Famille et de la Solidarité sociale qui n'a ménagé aucun effort pour la réussite de l'initiative. Elle remercie également l'Institut Gorée qui lui a apporté la connaissance, les techniques et mais aussi son expérience pour ce qui concerne l'organisation et la gestion de la Case de Veille. La Plateforme remercie enfin le Système des Nations Unies qui l'a accompagnée financièrement, à travers son Fonds de Consolidation de la Paix, depuis le début du processus électoral.

Fait à Bissau le 15 avril 2014

Annexe 4 : TABLEAU DES ALERTES ENREGISTRÉES DANS LA «CASA DAS MULHERES PARA O ACCOMPANHAMENTO DO PROCESSO ELEITORAL NA GUINE BISSAU»

Heure	REGION	Secteur	District et BV	Incidents/Violences	Décisions
8H15	OIO	MANSOA	District N. 67 BV 2	Non-conformité de la liste d'émergement et la liste affichée	Conversation téléphonique entre Dr. Cadi SEIDI, Chef de Mission de la Case d'Accompagnement électoral et M. Joan QUINTINO, CNE (Commission Nationale Electorale). A donné le contact M. Roberto, Président de la CRE (Commission Régionale Electorale), le 552 56 82. Confirmé qu'il n'y a pas d'incidents à ce niveau. Les listes ont été scindées en deux et reparties entre deux BV.
9H30	BAFATA	BAMBADI NCA	District N.20 BV 1et 2	Rapprochement constaté entre les membres du BV a créé la confusion au sein de la population. Aucune indication n'a été faite pour permettre à la population de faire la différence.	Mme Silvina da Silva TAVARES, Chef Adjoint de Mission, a téléphoné au responsable de la CRE pour l'en informer.
9H31	BISSAU	SAB	District N. 8 Circonscription électorale N. 24	Manque de bulletins de vote	Contact avec le Président de la CRE pour dispositions urgentes à prendre
10H07	BIOMBO	SAFIM	District N. 9 Circonscription Electorale N. 21 BV 14	Non-conformité des numéros affichés et ceux de la liste d'émergement.	La Chef de Mission, Dr Cadi, a joint au téléphoné le responsable de la CRE, M. Adelino de OLIVIERA, pour dispositions urgente à prendre.
10H30	BIOMBO	SAFIM	District N. 21 Circonscription électorale N. 10 BV 35	Un incident crée par un électeur qui s'est présenté dans un BV comme étant un observateur, sans lettre d'Accréditation.	Mme le Chef de Mission a téléphoné au Président de la CRE. Vérification faite, il est membre du parti politique PRID.
11H20	BISSAU	SAB (Secteur Autonom e de BISSAU)	District N. 7 Circonscription Electorale N. 25 BV 2	Les électeurs de ce district ne retrouvent pas leurs noms sur la liste d'émergement	
11h30	BISSAU	SAB	District N.27Circonsripti on électorale N. 37 BV. 1	Inversion de listes	Pas d'information
11H45	BIOMBO	QUINHAM AL	District 10 BV 11, 12 et13	Non inscription de beaucoup d'électeurs sur la liste électorale de la Section de Ndama, village de BIJIMITA. Leur noms se retrouvent sur la liste du Secteur de QUINHAMEL Refus de faire ce déplacement, à cause de son éloignement et par manque de moyens financiers. 1ere alerte rouge	Appel de Mme le Chef de Mission au responsable de la CRE. Promesse de dispositions sa prendre immédiatement. Rappel pour signaler la présence du Président de la CRE déjà sur le terrain.

11H55	BIOMBO	SAFIM	District 25 Circonscription Electoral N... BV 38	Présentation de deux différentes cartes d'électeur par un jeune, disant qu'une erreur avait été faite sur sa première carte lors du recensement.	Mme le Chef de Mission a pris contact avec le Président de la CRE qui a confirmé l'information, en précisant que ce jeune a été mis aux arrêts.
12H13	BISSAU	SAB	District N. 104 Circonscription Electoral N. 18 BV 1	Inversion de listes. Les électeurs ne retrouvent pas leurs noms.	Appel téléphonique de Mme le Chef de Mission au Président de la CRE, pour disposition urgentes à prendre.
13H13	BISSAU	SAB	District N. 3 Circonscription électorale N. 27 BV 2	Manque de bulletins de vote dans le quartier de FLEFE.	Mme le Chef Adjoint de Mission a téléphoné au Secrétaire de la CRE, M. Fernando Bacurim.
13H55	BISSAU	SAB	District N. 3 Circonscription électorale N. 27 BV 1	Manque de bulletins de vote dans le quartier de PEFINI, dans l'enceinte du domicile de M. Simon VAZ.	Mme le Chef Adjoint de Mission a pris contact avec un responsable de la CNE, qui l'a rappelé pour informer de la solution du problème.
14H20	BIOMBO	SAFIN- PONTA ROCHA	District N. 12 Circonscription Elect. N. 10 BV 20	Eloignement du BV. Inscription des électeurs dans cette localité, alors que leurs noms se retrouvent dans d'autres quartiers : DJAL et BLEL	Pas de liaison téléphonique
15H27	OIO	CUNTIMA		Inexistence de BV dans cette localité. Annonce faite par la radio privée PINDJIKITI	Appel téléphonique de Mme le Chef de Mission au responsable de la CRE. Vérification faite, l'information est exacte. Des dispositions sont en train d'être prises.
16H07	BAFATA	BAMBADI NCA	District N. 13 BV 1	Erreur d'enregistrement d'un électeur sous le nom d'un autre qui n'avait pas voté. Lorsque l'électeur répondant à ce nom s'est présentée au BV pour voter, il lui a été dit qu'il ne pouvait pas voter deux fois.	Mme le Chef de Mission a pris contact avec le Président de la CRE, qui a confirmé la décision du BV.
16H14	BAFATA	BAMBADI NCA/ SANTA HELENA	District N. 31 BV 2	Beaucoup d'électeurs ne retrouvent leurs sur les deux listes	Mme le Chef de Mission a appelé le responsable de la CRE qui a dit que les électeurs non-inscrits ne peuvent pas voter.
18 H15	BISSAU	ANTULA (Ecole Saint François d'Assise)	District 18	Le BV se trouve dans l'enceinte de l'Ecole Saint François d'Assise. A 17 H, heure officielle de fermeture des BV, la file qui n'a pas pu voter a fait appel aux forces de l'ordre qui sont arrivées sur les lieux et ont exigé la poursuite des opérations de vote.	Une délégation de la Case, y a été pour constater les faits. Conduite par Mme le Chef de Mission, elle comprend : Dr Makalé TRAORE, Porte-Parole du Groupe Femmes, Paix et Sécurité de la CEDEAO, Me Saran KEITA du Mali, Mme Ndiaye du Sénégal et Mme Bintou NABE de la Guinée.

Annexe 5 : LISTE DES MEMBRES DE LA DELEGATION DU GTFPS-AO

Pays	Participant(e)s	Coordonnées
Benin	DADJO Fakamè Antoinette	E-mail: liguelife@yahoo.fr Tél : +229 90906789
Cabo Verde (Absente pour non disponibilité de vols)	Helena Vanusa Goncalves F Silves FERREIRA National Commission of Human Rights and Citizenship	E.mail maritza.rosabal@unwomen.org Tel +238 9727274
Guinée	Dr Makale Traoré COFFIG	Email : makale2002fr@yahoo.fr Tel : +224657727272 +224662393131
	Marie Agnès Touré Ambassadeur	E.mail : marie.agnestoure@yahoo.de Tél: +2246662855147 +224622372161
	Binta Nabé Cadre de concertation et d'action des femmes (CCAF)	E.mail: bnabe62@yahoo.fr Tél: +22460524526 +22466744387
	Nantenin KONE REFMAP-Guinée	E.mail: nanthoudomani@yahoo.fr Tél : +224 622 65 05 40 / 657 56 26 26
Mali	Me Saran Keita Diakite Presidente REPSFECO-Mali	Email: masarankd@yahoo.fr Tel: +22320218508
Sénégal	Ndèye Ndiaya Ndoye SOS EQUILIBRE	Email : ndoyendeyendiaya@yahoo.fr Tel : +221 77 274 21 8
	Diago Ndiaye REPSFECO	E.mail: diagodiagnendiaye@gmail.com Tel +221 77 5466367
Togo	Ablavi Ahouefa Noussoessi AGUEY GF2D	Email : aubinama@yahoo.fr Tél : +228 90 33 07 42 +221 77 825 16 28 B.P. 152 Lomé – TOGO
Finlande	Gabrielle Priklopilova CMI	Email : gabrielle.priklopilova@cmi.fi
Coordination	Agathe Kemealo Telou Gender Advisor UNOWA	Email: telouk@un.org landline: +221 33 869 8554 Intermission: 193-8554 mobile: + 221 77 593 96 77

Annexe 6 : ALBUM PHOTO





